

THEATRE JEUNES PUBLICS FRANCOPHONES :
REGARDS CROISES SUR LES ETATS DES LIEUX ET REVENDICATIONS
EN EUROPE ET AU CANADA FRANCOPHONE
PARIS / CENTRE WALLONIE-BRUXELLES

6 et 7 décembre 2013

Une initiative du Centre Wallonie-Bruxelles à Paris

Bilans personnels des membres de la délégation québécoise

Alain Grégoire, Président et directeur général La Maison Théâtre

Une conclusion s'impose au retour de ces échanges féconds et quasi historiques : les conditions pour une action concertée entre les intervenants en théâtre pour jeunes publics en France, en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) et au Québec sont réunies. La première pierre a été posée.

Les participants (artistes, directeurs de compagnies, médiateurs et diffuseurs) étaient nombreux et motivés. J'ai constaté une ouverture manifeste chez les représentants de la France et de la Belgique, conjuguée à une réelle volonté de partage. La prise de conscience dans les trois communautés s'est produite presque simultanément et a engendré une volonté d'agir palpable.

Une première étape a été franchie par le partage de nos réalités respectives, la mise en commun de nos préoccupations et le début d'un croisement de constats et de pistes de solution avec la volonté affichée d'en arriver à des actions concertées.

Outre des réalités communes entre les trois «entités», la France notamment a fait valoir un renouvellement générationnel (comme au Québec) et constaté que malgré des efforts vers une «mise en cohérence» des forces vives, («des maillons, mais pas de chaîne») l'absence globale de reconnaissance demeure responsable des maux qui frappent ce secteur et entraîne forcément un déficit important de visibilité et, par voie de conséquence, un échec de démocratisation de l'accès.

Il a aussi été mis en lumière que le rôle de la médiation est encore peu reconnu. Enfin, le manque de moyens pour la création, la production, la diffusion et la médiation est un constat partagé. L'exemple de la littérature jeunesse a été évoqué : le secteur jeunesse en littérature s'est développé parce que les bibliothèques lui ont fait une réelle place.

La Belle Saison, de juillet 2014 à décembre 2015, en France, rendra visible la création en direction de l'enfance et la jeunesse dans toute son exigence et permettra son rayonnement, stimulera la prise d'engagements forts et durables, mettra en valeur les forces de la coopération et de la mutualisation et soutiendra l'innovation. Ce sera une occasion pour travailler ensemble. Nous avons convenu de nous servir de cet important événement pour développer notre action commune.

En décembre, Dominique Leduc, Danielle Bergevin, Louise Allaire et moi-même avons fait le point. Nous avons convenu de proposer formellement au Comité théâtre pour jeunes publics du Conseil québécois du théâtre que je représente le Québec lors des prochaines étapes qui réuniront les trois communautés et que cette nomination soit validée lors de la prochaine réunion du Comité, le 23 janvier 2014.

Une prochaine rencontre de travail entre la France, la FWB et le Québec aura lieu durant le festival MOMIX en France où je me rendrai pendant la première semaine de février.

Danielle Bergevin, directrice générale Théâtres Unis Enfance Jeunesse (TUEJ)

Au terme de la réalisation des études *Fréquentation du théâtre par les élèves du primaire et du secondaire du Québec dans le cadre des sorties scolaires* (Enquête menée par le CQT auprès des diffuseurs de l'ensemble du territoire québécois) et de *l'Étude de quatre modèles de réussite en fréquentation des arts de la scène par les élèves du primaire et du secondaire dans le cadre de sorties scolaires*, l'idée de travailler à la rédaction d'une publication qui proposerait une vision globale de la pratique du théâtre jeune public, et qui traiterait des différents aspects de cette pratique théâtrale, s'est imposée au sein du Comité Théâtre jeune public du CQT. Le Comité TJP a fait le choix de rédiger une publication qui s'adresserait d'abord et avant tout aux instances publiques. L'intention du Comité était également de faire de cette publication l'élément central du plan d'action à mettre en œuvre par les membres du Comité TJP pour apporter des solutions concrètes et durables aux défis que doivent relever les compagnies de création et les diffuseurs en théâtre jeune public.

Les systèmes publics et les contextes sociopolitiques dans lesquels évoluent les compagnies théâtrales jeunes publics du Québec, de la France et de la Fédération Wallonie-Bruxelles comportent de nombreuses différences et s'appuient sur des politiques publiques qui sont propres à chaque communauté. Pensons aux intermittents du spectacle en France versus les ententes collectives au Québec ou au décret en Belgique concernant la fréquentation du théâtre par le milieu scolaire. Malgré ces différences, les compagnies de théâtre jeune public professionnelles font face aux mêmes enjeux et doivent relever des défis comparables. Ainsi, les constats sont à peu près les mêmes d'une communauté à l'autre : la fréquentation du théâtre par les élèves est bien en deçà de ce quelle devrait être, le financement public stagne ou diminue et est nettement insuffisant, le nombre de représentations par spectacle diminue et le nombre de spectacles sur la route par compagnie augmente, pour ne nommer que ces aspects. La reconnaissance du théâtre jeune public est également un enjeu commun, cependant plus problématique en France qu'au Québec.

Bien au-delà des systèmes et des modes de financement publics, se sont donc d'abord et avant tout les contextes sociopolitiques qui ont le plus d'impact sur la pratique en théâtre jeune public. Ce constat démontre la pertinence du choix que le Comité Théâtre jeune public du CQT a fait de travailler à la rédaction d'un document qui serait la base de l'élaboration d'une politique gouvernementale spécifique au théâtre professionnel pour les jeunes publics. Il est aussi intéressant de souligner que, puisque les principaux courants de pensée qui influencent les sociétés occidentales se rejoignent, les différentes communautés sont convaincues de la nécessité de faire une réflexion sur la pratique et d'entreprendre des démarches politiques. Quelles soient québécoises, françaises ou belges, les compagnies de théâtre jeune public ont comme priorité l'excellence artistique pour permettre aux jeunes spectateurs de vivre une expérience théâtrale significative. Les conditions de pratique de plus en plus difficiles - cachet versé insuffisant pour le spectacle, prix du billet également insuffisant, hausse des coûts de création et de production, impératifs administratifs, etc. - font que les considérations financières ont un impact de plus en plus marqué sur la création et donc sur les choix artistiques.

Les rencontres professionnelles de l'événement *Théâtre jeunes publics francophones : regards croisés sur les états des lieux et revendications en Europe et en Amérique francophone* ont bénéficié d'une grande générosité de la part des intervenants des trois communautés. Ainsi, les échanges et les contenus de ces journées ont été riches en informations et en pertinence pour tous les participants. Lors des

interventions, les délégations ont mis l'accent sur les démarches et les enjeux propres à chaque territoire. Au-delà des contextes spécifiques, les échanges ont véritablement permis de mieux connaître, et surtout de mieux comprendre l'influence des systèmes publics sur la pratique des compagnies de théâtre jeune public. Les échanges ont aussi permis de constater que, tout comme le Québec, les compagnies françaises et belges obtiennent peu d'écoute des pouvoirs publics et du milieu scolaire. Force est de constater que, d'un côté comme de l'autre de l'océan, la préoccupation et le soutien du théâtre jeune public par la société et la classe politique ne sont toujours pas acquis. Il est intéressant de mentionner que malgré le fait que les liens avec le milieu scolaire soient différents, les enjeux demeurent les mêmes ; pensons à la formation des maîtres (et à leur intérêt de sortir avec leurs élèves) ou au choix du spectacle qui est souvent fait en fonction du cursus scolaire. D'un point de vue personnel, ces rencontres professionnelles m'ont inspiré plusieurs pistes et idées qui pourront être explorées et discutées lors des rencontres du Comité TJP. De plus, l'expérience des autres communautés profitera à la mise en œuvre de notre plan d'action. Ces échanges influenceront aussi les interventions futures que je ferai dans la cadre du plan d'action de la publication *Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics*.

La participation de la délégation québécoise à l'événement *Théâtre jeunes publics francophones : regards croisés sur les états des lieux et revendications en Europe et en Amérique francophone* a largement contribué à faire connaître en Europe les spécificités de la pratique québécoise ainsi que le contexte dans lequel évoluent les compagnies jeune public. Les échanges ont contribué à identifier des pistes d'action à mener en commun et plusieurs idées ont été émises en ce sens. Les participants ont convenu de nommer un représentant par communauté qui fera le lien entre les actions et les avancées de chacun. Lors de la rencontre de janvier 2014 du Comité TJP, cette proposition sera présentée par les membres de la délégation québécoise pour être entérinée par le Comité et intégrée au plan d'action.

La Belle Saison, qui s'ouvrira en juillet 2014 à Avignon, de Scène(s) d'Enfance et d'Ailleurs et la rencontre professionnelle que TUEJ va organiser dans le cadre de Focus Québec, en novembre 2014, seront des occasions pour poursuivre les échanges et identifier les suites à donner pour que ce mouvement de réflexion actuel sur les politiques publiques consacrées au théâtre jeune public ait véritablement une dimension qui va au-delà des limites territoriales.

Louise Allaire, directrice artistique et générale Les Gros Becs

Au retour de trois jours fort stimulants d'échanges d'informations sur nos pratiques respectives en France, au Québec et en Belgique francophone, plusieurs questions demeurent en suspens.

Comment pouvons-nous mieux collaborer ? Comment pouvons-nous valoriser la pratique du théâtre pour l'enfance et la jeunesse dans la francophonie ? Comment pouvons-nous partager des expertises, des expériences, des réflexions ? Et surtout avec quels moyens ?

La première journée à Hénin-Beaumont a été une journée d'écoute et d'observation. Cette rencontre réunissait les acteurs d'une région spécifique, celle du Nord-Pas-de-Calais. Des praticiens d'autres régions se sont joints aussi à cette journée de réflexion. Je retiens de cette journée le mot : Mutualisation.

À Paris, une fois que les quatre communautés (Fédération Wallonie-Bruxelles, France, Québec et Canada Francophone) ont présenté leur réalité politique ou d'absence de politique, le choix de l'animateur a été

de séparer en deux groupes les participants ; les diffuseurs, médiateurs d'un côté et les artistes créateurs de l'autre.

Du côté des diffuseurs-médiateurs, nous avons échangé sur la question de reconnaissance, en précisant qu'il était question surtout de la reconnaissance financière d'une pratique. Nous avons aussi évoqué l'accès limité des enfants à des spectacles de qualité sur l'ensemble de nos territoires. La suroffre laisse la place à des spectacles de troisième zone dont les producteurs ont de grandes habiletés de communication, qui savent aussi se plier aux demandes pédagogiques (besoin scolaire) d'où parfois la confusion des genres lorsqu'il s'agit d'affirmer une démarche artistique exigeante. De là émerge la question des accompagnements des publics, jeunes et adultes. Nous avons eu trop peu de temps pour approfondir chacun des aspects qui touchent nos enjeux, nos défis et nos désirs.

En plus de l'intérêt d'assurer des échanges de diffusion de spectacles a été aussi évoqué celui d'échanger des expertises sur la question de la médiation. Le concept de mettre en place des activités « ping-pong » entre les structures dans le cadre de *La Belle Saison* a suscité des intérêts chez certains participants. Le but étant de préparer une relève qui sera informée et ouverte sur le monde.

Les participants à la table de diffusion ont pris acte du fait qu'en France le soutien à l'exportation du théâtre jeune public est à résoudre ; les jeunes publics n'y sont rejoints qu'à 40 % malgré un réseau de tournées bien nanti (plus de 2500 structures de diffusion) ; en Belgique une réflexion sur l'accueil de spectacles étrangers est en cours, mais la question est loin d'être résolue puisque la diffusion de spectacles étrangers semble peu ou pas soutenue dans les politiques. Les quotas font que 20 % des enfants seulement ont accès à la programmation reconnue des diffuseurs en Wallonie-Bruxelles.

Au Québec, le réseau d'accueil de spectacles étrangers est retreint, mais les spécialistes jouent un rôle-clé à cet égard. Les études référencées dans le document *...Vers une politique...* démontrent que seulement 40 % des enfants inscrits dans les écoles ont accès à du théâtre professionnel.

En conclusion, il semble que les deux journées organisées à Paris par le Centre culturel Wallonie-Bruxelles ont permis de poser quelques jalons, mais qu'il faudra d'autres occasions de travail pour aboutir à des projets concrets.

Le Conseil québécois du théâtre, la Chambre des théâtres en Wallonie-Bruxelles et Scène(s) d'Enfance et d'Ailleurs en France ont reçu le mandat de désigner chacun une personne afin de préparer une deuxième rencontre qui favoriserait le développement d'actions concrètes et structurantes pour la pratique.

Le choix de donner le mot de la fin à Jean-Gabriel Carasso n'est pas anodin. De la génération des bâtisseurs, il s'est dit heureux de constater que les milieux sont conscients que le théâtre jeune public est né d'un mouvement qui a connu au fil des quarante dernières années des rebondissements. Il sent bien l'énergie d'un nouvel élan de solidarité qui permettra à la pratique du théâtre jeune public de faire face aux changements et de réinventer ou inventer des outils qui favoriseront à la fois le renouveau et la continuité.

Bravo à l'équipe d'ÉmileetCie et à son animateur hors pair Émile Lansman.

Dominique Leduc, Présidente Conseil québécois du théâtre (CQT)

Les rencontres de Hénin-Beaumont, le 5 décembre, et du centre Wallonie-Bruxelles à Paris, les 6 et 7 décembre, ont permis aux milieux du théâtre jeune public de la Fédération Wallonie-Bruxelles, du Québec et de la France, d'échanger sur les enjeux touchant spécifiquement le théâtre dédié à l'enfance et la jeunesse. Les intervenants issus de chacune des communautés ont fait part de stratégies innovantes pour faire face aux nouveaux défis en matière de production et de diffusion. Force est de constater que plusieurs problématiques sont vécues également peu importe les frontières. Les trois communautés s'inquiètent du désengagement de l'état qui semble ne pas suffisamment reconnaître la fragilité actuelle du milieu et l'importance du développement de la pratique théâtrale jeune public dans le développement des enfants et de la société.

Rejoindre le public sur tout le territoire et travailler dans des conditions décentes permettant créativité et innovation semblent un défi pour tout le monde. En Europe, il y a une préoccupation plus aiguë liée à la reconnaissance du milieu jeune public comme ayant une valeur artistique équivalente à celle du reste du milieu théâtral. Au Québec, ce souci existe également, bien que l'ensemble de la communauté théâtrale appuie plus ouvertement les revendications du milieu jeune public. Sans nécessairement s'intéresser de près à son actualité, le milieu théâtral reconnaît davantage la qualité artistique propre au théâtre jeune public québécois. Les communautés française et belge ont fait remarquer qu'il y a proportionnellement moins d'argent investi en jeune public. Or la reconnaissance d'une pratique artistique est aussi liée aux moyens qu'on lui accorde. Sa sous-valorisation est liée intimement à sa sous-économie. C'est un cercle vicieux.

L'ensemble des communautés déplore le fait qu'on cherche trop souvent à confiner le théâtre jeune public dans un schéma strictement pédagogique; soit qu'il tourne exclusivement dans le milieu scolaire, soit qu'on veut le réduire à une fonction éducative. Or, il y a eu une évolution de l'enfant éduqué à l'enfant spectateur, puis à l'enfant citoyen qu'il faut continuer à encourager.

Il y a une tendance généralisée au sein des trois communautés pour renouveler les modèles de diffusion. Bien que certains progrès soient réalisés en Belgique, par exemple, on dégage un enseignant par localité pour le charger de faciliter l'accès des élèves au théâtre dans l'ensemble des écoles de la communauté - il semblerait qu'on mette de moins en moins d'énergie à faire évoluer les grosses infrastructures pour travailler de plus en plus au niveau local. On cherche à collaborer plus directement avec les enseignants, les élus locaux, les groupes communautaires et les commerçants des quartiers. D'autres compagnies font preuve de créativité sur le plan du développement du public. On intègre les spectateurs dans les processus de création, par exemple. On fait des ateliers parents-enfants, des soirées cinéma, on crée de courtes formes plus mobiles permettant de rejoindre un plus large public, on rencontre les citoyens dans les centres d'achat. Les lieux participent à la construction de liens entre la communauté et les artistes. En ce sens, multiplier les résidences d'écriture ou de création pour un même projet augmente les possibilités de diffusion pour une production.

Au niveau du financement, les trois communautés expriment un état de crise : difficulté de produire et diffuser adéquatement considérant l'augmentation des coûts et de l'offre, gel des subventions et l'obligation de maintenir le coût des billets le plus bas possible pour favoriser l'accès. Face à ce constat, on revient souvent sur la nécessité de développer une économie sociale et solidaire à l'intérieur du spectacle vivant pour développer une plus grande autonomie vis-à-vis des subventionnaires. Tous appellent à un renouvellement du lien qu'on entretient avec les pouvoirs publics et cherchent à faire

évoluer notre position de « quémandeurs ». Pour cela, il faudra que les élus et les créateurs se rapprochent et travaillent davantage dans un esprit de collaboration.

L'atelier du 5 décembre auquel j'ai participé à Hénin-Beaumont portait un regard plus spécifique sur la création. Les participants ont fait part de la difficulté du milieu à intégrer les nouvelles technologies dans les processus de création. Le milieu jeune public manque de moyens et de modes de production permettant la recherche et l'innovation. En contrepartie, les participants ont échangé sur les particularités de la jauge en jeune public et du fait que cette spécificité pousse les metteurs en scène et concepteurs à faire preuve d'énormément de créativité pour renouveler le rapport scène public et pour innover au niveau scénographique (avec les moyens du bord, on s'entend !). Les participants ont largement vanté la capacité d'abstraction des enfants. Ils sont capables d'apprécier des œuvres exigeantes et audacieuses sur le plan formel ou thématique. Le problème qu'on rencontre souvent est davantage au niveau des accompagnateurs (professeurs ou parents) qui manifestent plus de résistance ou de malaise et se sentent incapables de jouer un véritable rôle de passeurs. D'où l'importance de mieux former les maîtres.

Le groupe s'est également penché sur les difficultés à faire reconnaître la qualité, l'importance et la valeur du théâtre jeune public, particulièrement en France. Ce manque de reconnaissance affecte le développement de la pratique. Par contre, on note le grand avantage du théâtre jeune public qui permet de démocratiser l'accès au théâtre en rejoignant des publics de tous âges et de tous milieux qui n'ont pas l'habitude de fréquenter les lieux artistiques professionnels.

Au Centre Wallonie-Bruxelles, chacune des communautés a fait une présentation comportant un point de vue historique, un état des lieux et une série de revendications liées à la pratique du théâtre jeune public dans son milieu propre. Chaque communauté a fait un résumé des documents porteurs des revendications du milieu jeune public : *Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics* (Québec), *Manifeste pour une politique artistique et culturelle du spectacle vivant en direction de la jeunesse* (France) et deux documents rédigés par la Chambre des théâtres pour l'enfance et la jeunesse (Belgique), sur l'état des lieux du théâtre jeune public en Belgique et sur les revendications de son milieu. Encore une fois, au-delà des spécificités européennes, où les structures gouvernementales sont extrêmement complexes, nous remarquons beaucoup de similitudes dans les problématiques vécues par les trois communautés. Partout il manque une vision globale, nationale et efficace relativement au développement et à la diffusion du théâtre jeune public.

Dans l'atelier regroupant les créateurs, auquel j'ai participé ensuite, trois grandes avenues ont été abordées :

- L'importance que la production demeure au service de la création, que les processus puissent aboutir à des propositions artistiques audacieuses tant au plan des thèmes que de la forme.
- La fréquentation assidue. Partout, on n'arrive à toucher qu'un enfant sur trois alors qu'est reconnue et documentée l'importance de la fréquentation des arts vivants dans le développement de l'enfant.
- La reconnaissance du théâtre jeune public. On éprouve une difficulté face à la catégorisation du théâtre jeune public. Certains se réclament d'un théâtre tout public, d'autres privilégient la reconnaissance des spécificités du théâtre jeune public.

On a fait largement état de l'importance de développer de nouvelles stratégies pour fonctionner en dépit des contraintes grandissantes. On crée en étapes, par laboratoires, à travers des résidences, par

exemple. Pour favoriser la fréquentation assidue, il faut favoriser le maillage, les partenariats et les rencontres. Chaque communauté a ses spécificités. Les modèles inspirants de coopération sont liés à la réalité locale, mais les projets qui fonctionnent dépendent toujours de l'implication de professionnels de l'école ou de la communauté.

En conclusion :

Au sein des trois communautés, les politiques et structures qui visent à soutenir le théâtre jeune public et à favoriser l'accès démocratique des enfants et adolescents au théâtre, n'atteignent pas leurs objectifs.

Des mesures doivent être mises en place pour consolider une pratique de plus en plus fragile en dépit de l'importance fondamentale de son rôle dans le développement des citoyens enfants et futurs adultes.

Il y a un désir évident de la part des trois communautés de poursuivre cette collaboration à travers des échanges, des initiatives favorisant davantage la circulation internationale des spectacles et des compétences (festivals, forum de diffusion, stages, échanges). Il faut travailler à construire les réseaux de demain.

Il y aurait peut-être une parole collective à porter au niveau international. Les participants se sont entendus pour nommer un représentant par communauté. Les trois délégués formeront un comité ayant pour mandat de favoriser une suite à cet événement.

Les participants ont évoqué l'idée de poursuivre cette réflexion commune en axant cette fois les discussions sur l'aspect artistique de la pratique.

Janvier 2014